

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42 000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 15 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DERVAUX (SICAME – FONDER) LE BEC

ZI du Bec
42 500 Le Chambon-Feugerolles

Références : UID4243-DSSP-024-0076

Code AIOT : 0010500226

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 janvier 2024 dans l'établissement DERVAUX (SICAME – FONDER) LE BEC implanté ZI. du Bec 42 500 Le Chambon-Feugerolles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre de la réhabilitation de l'ancienne zone de galvanisation, il est prévu de réaliser une zone de stockage. Une partie de cette zone est dallée alors qu'à certains endroits le sol est encore constitué de terres. DERVAUX est installé sur la zone ZI du Bec au Chambon-Feugerolles depuis 1992, le site était auparavant occupé par une centrale thermique. Un arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires n°186/DDPP/2020 imposait la réalisation de diagnostics sur les sols et les eaux souterraines avec une interprétation de l'état des milieux. L'inspection du site a permis de faire un état des lieux sur l'ensemble des études réalisées et de proposer le maintien de la surveillance des eaux souterraines.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DERVAUX (SICAME – FONDER) LE BEC
- ZI. du Bec 42 500 Le Chambon-Feugerolles
- Code AIOT : 0010500226
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

DERVAUX fait parti du groupe SICAM spécialisé dans les solutions de transport et de distribution de l'électricité. Installé depuis 1992 sur la ZI du BEC au Chambon-Feugerolles sur un site où se trouvait auparavant une centrale thermique, la société DERVAUX souhaiterait réaliser une zone de stockage en amont de son site. Cette zone présente une pollution due aux activités historiques et des études ont été réalisées sur cette zone depuis 2020.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Diagnostic des impacts et investigations de terrain	Arrêté Préfectoral du 05/06/2020, article 3.1	Sans objet
2	Diagnostic des impacts et investigations de terrain	Arrêté Préfectoral du 05/06/2020, article 3.1	Assurer le suivi des eaux souterraines
3	Diagnostic des impacts et investigations de terrain	Arrêté Préfectoral du 05/06/2020, article 3.2	Sans objet
4	Proposition de mesures de gestion	Arrêté Préfectoral du 05/06/2020, article 4	Réalisation d'un plan de gestion

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra réaliser une dépollution du site ainsi que la surveillance des eaux souterraines. Pour la dépollution du site, l'exploitant peut différer cette phase lors de la cessation de son activité et dans ce cas l'obligation de la transmission d'un plan de gestion pourra se réaliser au moment de la cessation de son activité. Cependant si l'exploitant le souhaite compte-tenu des travaux qu'il projette d'engager pour réaliser sa future zone de stockage, il pourra les conjuguer avec la phase de dépollution de cette zone. Dans tous les cas, l'exploitant devra assurer un suivi des eaux souterraines à raison de deux fois par an, les résultats seront communiqués à l'inspection des installations classées qui statuera après un an sur la poursuite ou l'arrêt du suivi.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Diagnostic des impacts et investigations de terrain

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2020, article 3.1
Thème(s) : Situation administrative, Investigations sur site
Prescription contrôlée : Bilan des investigations sur les sols
Constats : 15 sondages ont été réalisés (S1 à S13, St1 et St2). Les analyses sur les sols ont été réalisées en juillet 2020 et ont mis en évidence : – des dépassements en aluminium (12 900 mg/kg MS sur S8 et S9 entre 1 et 2 mètres de profondeur) – des anomalies en antimoine (2,49 et 3,8 mg/kg MS sur S3 et S8), baryum (S8 à 97,8 mg/kg MS), fer (S8 à 44 700 mg/kg MS, S9 à 47 700 mg/kg MS, S10 à 46 400 mg/kg MS), en arsenic (149 mg/kg MS

<p>sur S2)</p> <ul style="list-style-type: none"> – des concentrations faibles en hydrocarbures C10-C40 (108 mg/kg MS) – des HAP de l'ordre de 0,71 mg/kg MS sur S12 pour le phénanthrène – une présence ponctuelle des COHV sur S3 et S9 (0,61 mg/kg M) <p>L'impact sur les sols se limite à un impact en métaux (aluminium, fer, antimoine, arsenic...)</p> <p>La pollution du site devra faire l'objet d'un plan de gestion à réaliser à court terme ou lors de la cessation définitive d'activités.</p>
Type de suites proposées : sans suite

N° 2 : Diagnostic des impacts et investigations de terrain

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2020, article 3.1
Thème(s) : Situation administrative, Investigations sur site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Bilans des investigations sur les eaux souterraines</p>
<p>Constats :</p> <p>Les piézomètres Pz1, Pz2 et Pz3 ont été réalisés sur les ouvrages S3, St1 et St2 jusqu'à une profondeur de 17 mètres. PZ2 est positionné en aval du site et Pz3 est un ouvrage témoin de la qualité des eaux non impactées du site.</p> <p>Les eaux souterraines présentaient des dépassements pour l'aluminium, l'arsenic, le fer, le manganèse, le nickel et le plomb. Pz1 est aussi impacté par des traces de chlorures, antimoine et phosphore.</p> <p>Des campagnes ont été réalisées sur les eaux souterraines en 2020, 2021, 2022 et 2023 à raison de 2 par an sauf en 2023 (1 campagne). Les résultats hors site ne montrent qu'une anomalie en chlorures.</p> <p>Sur le site, l'impact en aluminium n'est plus observé passant de 3,16 mg/l à une concentration inférieure à 0,05 mg/l. Ainsi une diminution des concentrations est observée sur site pour l'aluminium, l'antimoine, le manganèse sur l'ouvrage Pz1 dans les eaux souterraines.</p> <p>L'inspection des installations classées préconise une surveillance des eaux souterraines avec une fréquence de 2 fois par an en hautes et basses eaux.</p>
Type de suites proposées : Assurer le suivi des eaux souterraines

N° 3 : Diagnostic des impacts et investigations de terrain

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2020, article 3.2
Thème(s) : Situation administrative, Investigations hors site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Bilan de l'IEM</p>
<p>Constats :</p> <p>L'IEM a pas démontré que la pollution ne sort pas du site, étant donné que l'ouvrage Pzsnf situé hors site ne présente que certaines anomalies en chlorures.</p> <p>Néanmoins l'inspection des installations classées déplore que les ouvrages hors site et positionnés sur des terrains privés n'aient pas pu être prélevés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Proposition de mesures de gestion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2020, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Plan de gestion
Prescription contrôlée : Plan de gestion
Constats : L'exploitant devra produire un plan de gestion afin d'établir des mesures de gestion de la pollution sur site soit en 2024 ou alors après cessation définitive de son activité. La surveillance des eaux souterraines doit être assurée à raison de 2 fois par an.
Type de suites proposées : Réalisation d'un plan de gestion